

AVEZ-VOUS PENSÉ A LA VISITE MEDICALE (VIP) ?

La visite d'information et de prévention, autrement appelée VIP, a remplacé la visite médicale d'embauche/périodique.

Le principe : Le salarié bénéficie de l'écoute, des conseils et de l'information d'un professionnel de santé qu'il rencontre lors de sa visite. L'objectif est de prévenir des risques éventuels auxquels il est exposé, d'accompagner le salarié vulnérable et de déceler d'éventuelles pathologies.

1- Qui ?

La **visite d'information et de prévention (VIP)** s'applique à tout salarié ayant un contrat de travail :

- ✓ Contrat de travail à durée indéterminée (CDI)
- ✓ Contrat de travail à durée déterminée (CDD)
- ✓ Contrat d'apprentissage / professionnalisation

Sont exclus :

- ✓ Les mandataires sociaux
- ✓ Les stagiaires

2- Quoi ?

a) **La visite d'information et de prévention cas général :**

La visite d'information et de prévention est réalisée dans **un délai maximum de 3 mois à partir de l'embauche** du salarié et **avant la prise de poste** si ce dernier est travailleur de nuit ou mineur. La VIP peut être effectuée par le médecin du travail ou par un professionnel de santé au travail.

Elle est renouvelée dans un **délai maximum de 5 ans**, sauf si le salarié est reconnu travailleur handicapé, titulaire d'une pension d'invalidité ou travailleur de nuit. Dans ce cas le **délai maximum est de 3 ans**.

Les apprentis doivent également réaliser leur visite d'information et de prévention dans un délai qui **n'excède pas les 2 mois à partir de la date d'embauche**. Lorsque l'apprenti est mineur, ou lorsqu'il travaille de nuit, cette visite doit avoir lieu **avant son embauche**.

b) **Le suivi individuel renforcé (SIR) :**

Les salariés exposés à certains risques particuliers pour leur santé et leur sécurité bénéficient quant à eux d'un **suivi médical renforcé (SIR)**, il concerne :

Les salariés exposés à un risque particulier :

- ✓ Amiante
- ✓ Plomb selon des valeurs d'expositions professionnelles
- ✓ Agents cancérigènes ou pouvant causer des mutations génétiques ou nuire à la fonction de reproduction (agents CMR)
- ✓ Rayonnements ionisants
- ✓ Agent biologiques groupes 3 et 4
- ✓ Milieu hyperbare
- ✓ Chute de hauteur lors d'opérations de montage et démontage d'échafaudages

Les salariés affectés à un poste particulier :

- ✓ Salariés ayant une autorisation de conduite d'équipements présentant des risques, délivrée par l'employeur (ex : engin de levage)
- ✓ Jeunes de moins de 18 ans affectés sur des travaux interdits pouvant nécessiter des dérogations
- ✓ Salariés habilités par l'employeur à effectuer des opérations sur les installations électriques

Le SIR comporte un examen médical d'aptitude **préalable à l'embauche**, qui remplace la visite d'information et de prévention (VIP). Cet examen médical d'aptitude a lieu selon une périodicité déterminée par le médecin du travail. Il a lieu au moins tous les **4 ans**. Une visite intermédiaire est effectuée par un professionnel de santé **au plus tard 2 ans** après la visite avec le médecin du travail.

À savoir : Les salariés bénéficiant ou ayant bénéficié du dispositif de suivi individuel renforcé pendant leur carrière professionnelle sont examinés par le médecin de travail avant leur départ à la retraite.

c) La visite de pré reprise et de reprise du travail :

Une visite de pré-reprise peut être organisée par le médecin du travail à la demande du salarié, de son médecin-traitant ou du médecin conseil de la sécurité sociale pour un arrêt de travail de plus de **30 jours**.

Depuis le **1^{er} avril 2022**, l'employeur se retrouve dans l'**obligation** d'informer les salariés qui ont eu une absence de plus de **30 jours**, qu'ils peuvent bénéficier d'une visite de pré-reprise auprès de la médecine du travail pour favoriser leur réinsertion professionnelle. L'employeur doit informer le salarié par **tout moyen**.

Une visite de reprise est obligatoire si le salarié était en arrêt de travail pour l'un des motifs suivants (**attention évolution à compter du 1^{er} avril 2022**):

- ✓ Maladie non professionnelle ayant entraîné un arrêt d'au moins **60 jours** ;
- ✓ Accident de travail ayant entraîné un arrêt d'au moins 30 jours
- ✓ Maladie professionnelle (quelle que soit sa durée)
- ✓ Congé de maternité

La visite médicale de reprise doit avoir lieu **dans les 8 jours calendaires** à compter de la reprise du travail du salarié.

d) La visite de mi- carrière :

Nouvelle visite depuis le 1^{er} avril 2022 ! La visite médicale de mi- carrière doit avoir lieu soit à une échéance déterminée par l'**accord de branche** dont relève l'entreprise ou à défaut durant l'année civile **du 45^{ème} anniversaire** du salarié que ce dernier soit en CDI / CDD / intérim ou contrat d'apprentissage.

L'objectif de cette visite est :

- ✓ Établir un état des lieux de l'adaptation du poste de travail avec l'état de santé du salarié en tenant compte des risques auxquels le salarié est exposé
- ✓ Évaluer les risques de désinsertion professionnelle: Perte de son activité professionnelle pour des raisons de santé ou de situation de handicap en prenant en compte l'évolution des capacités du salarié en fonction de son parcours professionnel, de son âge et de son état de santé
- ✓ Sensibiliser le salarié aux enjeux du vieillissement au travail et à la prévention des risques professionnels

A la suite de cette visite, après un échange avec l'employeur et le salarié, le médecin du travail peut proposer par écrit les mesures suivantes :

- ✓ Aménagement, adaptation ou transformation du poste de travail
- ✓ Aménagement du temps de travail en prenant en compte notamment l'âge et l'état de santé du salarié

3- Conséquences des visites sur le temps de travail :

Le temps consacré aux visites et examens médicaux, y compris les examens complémentaires, est :

- ✓ Soit pris sur les heures de travail du salarié sans qu'aucune retenue de salaire ne puisse être effectuée,
- ✓ Soit rémunéré comme du temps de travail effectif lorsque ces examens ne peuvent pas avoir lieu pendant les heures de travail.

Le temps de transport et les frais rendus nécessaires pour ces visites et examens sont pris en charge par l'employeur.

4- Sanctions en cas de non-respect :

En cas de non-respect des procédures l'employeur risque des **sanctions pénales**.

Il s'expose à une amende prévue pour les contraventions de la cinquième classe, c'est-à-dire **1 500 euros** (article R 4745-1 du Code du travail). Cela peut aller jusqu'à une **peine de prison** en cas de récidive (article L. 4745-1 du même code).

Il peut être également sanctionné pour le préjudice subi et devoir verser **des dommages et intérêts**.

Et si vous avez encore des questions, nous sommes toujours là

Infinity Conseils

Schéma récapitulatif :

	CAS GENERALE			CAS PARTICULIER
	VISITE MEDICALE D'EMBAUCHE			
QUOI ?	Visite d'Information et de Prévention (VIP)			Suivi Individuel Renforcé (SIR)
QUI ?	Tous les salariés (hors stagiaire et mandataire)	Mineurs et travailleurs de nuit	Apprentis	Les salariés exposés à certains risques particuliers pour leur santé et leurs sécurité (Amiante, Plomb, Agnets biologique 3 et 4, installations électriques, conduite d'équipement à risques...)
QUAND ?	3 mois Après embauche max	Avant la prise de poste	2 mois Après embauche max	Avant la prise de poste → Examen d'aptitude
SUIVI ?	Renouvellement tous les 5 ans . <i>Cas particulier : tous les 3 ans pour les travailleurs handicapé/titulaire d'une pension d'invalidité/travailleur de nuit</i>			Visite intermédiaire 2 ans après + Examen médical d'aptitude tous les 4 ans

SANCTION POUR NON RESPECT DE LA PROCEDURE

L'employeur risque des sanctions pénales :
 Il s'expose à **une l'amende prévue pour les contraventions de la cinquième classe, c'est-à-dire 1 500 euros** (article R 4745-1 du Code du travail).
 Cela peut aller jusqu'à une peine de prison en cas de récidive (article L. 4745-1 du même code).
 Il peut être également sanctionné pour le préjudice subi et devoir verser des dommages et intérêts.

i À tous moment une **visite médicale possible à la demande du salarié/ employeur / médecin du travail**

	VISITE MEDICALE DE REPRISE	
	JUSQU'AU 31 MARS 2022	A COMPTER DU 1ER AVRIL 2022
MALADIE NON PRO	Absence de plus de 30 jours	Absence de plus de 60 jours
ACCIDENT TRAVAIL	Absence de plus de 30 jours	Absence de plus de 30 jours
MALADIE PRO	Sans condition de durée	Sans condition de durée
CONGE MAT	Sans condition de durée	Sans condition de durée

i - A compter du 1^{er} avril 2022 l'employeur doit informer chaque salarié en arrêt depuis **plus de 30 jours** de la possibilité d'effectuer une visite de pré reprise auprès de la médecine du travail.

i - Mise en place d'une visite de mi – carrière durant l'année des 45 ans du salarié ou suivant les dates indiquées par l'accord de branche.